

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFAGE Frères SAS

1235 chemin des carrières
40 465 Pontonx-Sur-L'adour

Références : DREAL/UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0005204137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement LAFAGE Frères SAS implanté Houn Dou Bern 40465 Pontonx-sur-l'Adour. L'inspection a été annoncée le 16/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'opération régionale « coup de poing » 2026 relative aux produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFAGE Frères SAS
- Houn Dou Bern 40465 Pontonx-sur-l'Adour
- Code AIOT : 0005204137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFAGE Frères SAS est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral PR/DAGR/2006/n° 440 du 12/07/2006, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Pontonx-sur-l'Adour, sur une superficie de 155,83 ha. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans.

La production maximale autorisée de la carrière est de 800 000 tonnes/an. Cette activité d'extraction est associée à l'exploitation d'une installation de traitement (d'une puissance de 1 650 kW) et d'une station de transit de produits minéraux (d'une surface de 69 500 m²).

Par arrêté préfectoral complémentaire référencé DCPAT-BDLIT n° 2020-62 du 11/02/2020, le site est autorisé à recevoir annuellement 140 000 t/an de déchets inertes extérieurs provenant de chantiers de terrassement ou de démolition, dont 50 000 t/an de déchets recyclables. Le reste étant destiné au remblayage de la carrière.

Par transmission du 14/04/2023, l'exploitant signale la remise en état du lac médian Est et la fin des travaux de réaménagement associés. Un procès-verbal de récolement daté du 29/08/2023 est établi à la suite de l'instruction menée et des constatations effectuée sur place le 02/05/2023.

Contexte de l'inspection :

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale coup de poing sur les conditions de stockage des produits chimiques.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 3/Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	15 jours
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le hangar de stockage des produits dangereux est propre et bien entretenu. Les problématiques inhérentes aux produits chimiques semblent correctement maîtrisées par l'exploitant.

Toutefois, l'exploitant doit mettre à jour l'ensemble des FDS et pomper l'eau présente dans la rétention sur laquelle sont stockées les huiles afin de pouvoir disposer de la capacité maximale de rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques présents sur le site sont enregistrées sur le réseau, accessibles à l'ensemble du personnel de l'installation. Celles concernant les huiles, qui représentent le produit dangereux le plus utilisé par le personnel du site, sont également imprimées et accessibles à l'entrée du local de stockage des huiles. Par échantillonnage, une FDS a été consultée en inspection : CARTER EP 220 (huile pour engrenages industriels) – mise à jour le 29/04/2019, en français. Les FDS présentes dans le local de stockage des huiles sont toutes antérieures à 2020.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Toutes les FDS, y compris celles imprimées dans le local de stockage des huiles, doivent faire l'objet d'une mise à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]
Constats : Pour la FDS susmentionnée, les mesures de maîtrise des risques consistaient, pour les travailleurs, à manipuler les produits chimiques avec des équipements de protection individuels (EPI). L'exploitant indique que toute personne travaillant sur le site est correctement équipée en EPI. Conformément à la FDS, le local de stockage des huiles dispose d'extincteurs de type ABC. Les produits chimiques sont stockés dans un hangar dédié couvert et ventilé. Tous les contenants qui ont été vus sont placés sur une rétention qui couvre l'ensemble de la surface de stockage du local. Le hangar lui-même est une zone de rétention étanche. La cuve d'AdBlue est constituée d'une enveloppe double peau et la citerne de stockage des carburants est placée dans une rétention étanche dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Art 25 – I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : La cuve de stockage d'AdBlue est constituée d'une enveloppe double peau. La cuve de stockage des carburants d'une capacité de 60 000 L est placée dans une rétention étanche dédiée d'une capacité de rétention de 60 000 L. Dans le hangar de stockage des huiles, l'ensemble des produits chimiques présent sont placés sur une rétention de capacité suffisante (2 500 L de rétention pour un stockage maximal de produits chimiques de 4 260 L). L'inspection constate que la rétention contient un certain volume d'eau dû à une ancienne fuite sur un robinet d'arrivée d'eau désormais colmatée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'eau présente dans la rétention sur laquelle sont stockées les huiles doit être pompée afin que la rétention retrouve sa capacité de rétention maximale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Parmi les produits chimiques qui ont été contrôlés, il n'est pas constaté la présence de produits chimiques incompatibles placés sur une même rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant présente une fiche indiquant les quantités maximales de chaque type de produits dangereux stockées dans le local de stockage. Cette fiche, ainsi que le plan général des stockages, sont affichées à chacune des 3 entrées dont dispose le local de stockage. L'exploitant dispose également un fichier informatique d'état des stocks des produits dangereux qui est mis à jour tous les 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite